



NEWSLETTER

VENDREDI 20 DÉCEMBRE 2019 | **ACTUALITÉS - ÉCONOMIE/BUSINESS**

SYNTHÈSE DES ACTUALITÉS #N°10



NEWS RDC



NEWS INTERNATIONALES



ACTU DES MEMBRES/CCIFC



RDC : pour le Conseil de sécurité de l'ONU, la lutte contre les groupes armés doit passer absolument par une stratégie régionale intégrée

Le Conseil de sécurité de l'ONU a noté, ce jeudi 19 décembre, que l'élimination de la menace posée par les groupes armés en RDC doit passer par une stratégie régionale intégrée et un engagement politique fort de la part des gouvernements de la République démocratique du Congo et de la région « afin de tirer le meilleur parti de la dynamique régionale positive enclenchée en étroite coordination avec la MONUSCO et l'envoyé spécial du Secrétaire général pour les Grands Lacs ».

Dans la nouvelle résolution qui prolonge le mandat de la MONUSCO, il souligne que la solution à ces problèmes ne saurait être purement militaire. Ainsi, il demande au gouvernement congolais de nommer un coordonnateur principal chargé des questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration (DDR) et d'élaborer une stratégie en la matière qui soit axée sur le retour des ex-combattants à une vie civile pacifique et notamment sur les besoins spécifiques des ex-combattants, femmes et hommes.

Le Conseil de sécurité estime que les récentes activités diplomatiques engagées par les autorités congolaises sur le plan régional sont encourageantes. Ainsi, il se félicite que la RDC et ses voisins se soient de nouveau engagés à œuvrer de concert pour mettre fin à l'insécurité dans la région du Kivu et pour promouvoir un développement régional durable, « en gardant à l'esprit qu'il importe de s'attaquer aux causes profondes du conflit, notamment l'exploitation et le commerce illicites des ressources naturelles, et de mettre un terme aux cycles récurrents de violence, comme indiqué dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région ».

Le Conseil considère d'ailleurs que l'Accord-cadre reste le mécanisme essentiel pour parvenir à une paix et une stabilité durables en République démocratique du Congo et dans la région. Il rappelle également « l'engagement pris par les États de la région dans l'Accord-cadre de ne tolérer aucun type de groupe armé ni fournir d'aide ou d'appui à ces groupes ». Il invite instamment les États signataires, avec l'appui des garants de l'Accord-cadre, à renforcer leur collaboration en vue de combattre efficacement et dans tous ses aspects la menace que représentent tous les groupes armés étrangers restants en République démocratique du Congo et les mouvements d'armes illicites dans la région.

Contexte

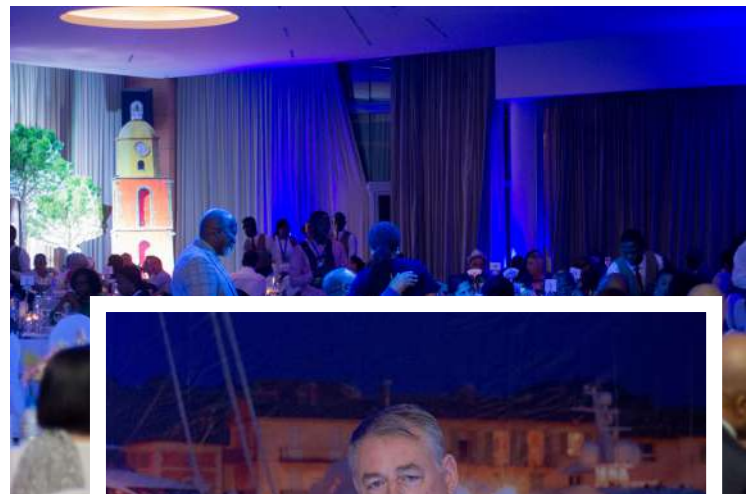
Pour rappel, à l'unanimité de ses membres, le Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté, ce vendredi, la résolution 2502 par laquelle il proroge jusqu'au 20 décembre 2020, le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et, à « titre exceptionnel », celui de sa brigade d'intervention. Ainsi, la MONUSCO maintiendra un effectif maximum autorisé de 14 000 militaires, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 591 policiers et 1 050 membres d'unités de police constituées.



La France souhaite l'amélioration du climat des affaires en RDC pour attirer les entreprises françaises

L'ambassadeur de France en RDC a réitéré le souhait des entreprises françaises de voir le climat des affaires s'améliorer afin de venir investir. Il a réitéré ce vœu au cours de la soirée de gala organisée par la Chambre de commerce et d'industrie franco-congolaise, dont les bénéfices sont consacrés à la lutte contre Ebola, indique le communiqué de l'ambassade de France de ce mardi 17 décembre 2019.

« Nous avons un intérêt commun à bâtir une économie congolaise prospère qui soit au service de tous et qui permette à la RD Congo de revendiquer sa part légitime de la croissance et de l'émergence économique du continent », a soutenu François Pujolas qui, au nom de la république française, espère « parvenir à mobiliser les entreprises congolaises à venir rencontrer, à Bordeaux, leurs homologues africaines et françaises engagées en faveur de la ville durable pour se renforcer au Congo », indique le communiqué dont voici l'intégralité :





Exploitation artisanale : Albert Yuma lance les activités de l'Entreprise générale de cobalt

Les activités de la nouvelle société dénommée « Entreprise générale de cobalt » ont été lancées mardi 17 décembre par le président du conseil d'administration de la Gécamines, Albert Yuma. Cette filiale de la Gécamines possède 95% de ses parts et 5% du ministère de Portefeuille. Elle a pour objectif l'encadrement des exploitants artisanaux réunis dans des coopératives minières.

Selon Albert Yuma, beaucoup d'enfants congolais qui travaillent jour et nuit dans les mines ne tirent pas profit de ces activités. Ils sont restés esclaves des trafiquants étrangers, qui achètent à vil prix le cobalt et l'exportent frauduleusement. Ces multinationales font que la réputation de la RDC reste désastreuse, a-t-il accusé.

« Aujourd'hui, toutes les ONG internationales s'attaquent à la RDC qui ne contrôle pas ses mines. Elles soutiennent que la RDC laisse mourir ses enfants, laisse exploiter ses femmes et ses filles, alors que nous n'y sommes pour rien », a déploré M. Yuma.

Le président du conseil d'administration de la Gécamines soutient que le Président de la République a instruit le Premier ministre de mettre en place une équipe interministérielle devant réfléchir sur les mesures à prendre pour protéger les enfants congolais qui travaillent dans les mines et mieux encadrer l'exploitation artisanale, qui est une activité légale.

« Le plus important dans cette mesure, c'est de préserver les vies des citoyens et citoyennes congolais. Deuxièmement, comment faire pour que le Code minier pour lequel on s'est tous battu amène des revenus à la population qui attend avec espoir », a-t-il expliqué.





Discours sur l'Etat de la nation, Fatshi : premier grand oral réussi ?

Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a réussi son premier grand oral, le 15 décembre dernier, devant les députés et sénateurs réunis en congrès. 2 heures 30 minutes et 40 pages de discours, le Président de la République a battu son propre record et mis tout le monde d'accord. Il a eu suffisamment du temps pour rassurer les Congolais de sa détermination à améliorer leur vécu quotidien, sans oublier sa diplomatie de proximité pour permettre à la Rdc d'être présente, là où elle était absente hier.

Que des projets et des promesses qui, si elles se réalisaient, la pauvreté serait sensiblement réduite au profit des Congolais. Disons que son discours a été qualifié par certains de chapelet de bonnes intentions, oubliant qu'il a évalué le programme de 100 jours et demandé au gouvernement de décaisser des fonds pour son parachèvement. Il avait promis, dans son discours d'investiture, la libération des prisonniers politiques, conformément à une recommandation du dialogue de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), aujourd'hui c'est chose faite. Il a donné un visage humain au service de renseignements, l'ANR et obligé la fermeture de tous ses cachots. Sur le plan économique, il a renoué les discussions avec le Fonds monétaire international, en vue de la signature d'un programme formel, pour prétendre bénéficier des appuis budgétaires de la communauté internationale...

Dans un hémicycle qui a refusé du monde, Félix-Antoine Tshisekedi a d'abord salué le courage de son prédécesseur et frère, Joseph Kabila Kabange qui a tenu à respecter son engagement constitutionnel, celui de permettre au peuple congolais de choisir librement ses nouveaux dirigeants. Annoncé dans la presse, Joseph Kabila, du reste sénateur à vie, n'a pas foulé ses pieds l'hémicycle au Palais du peuple.

« L'événement de ce jour est aussi le sien. Et j'espère vivement qu'ensemble, dans le cadre de notre Coalition, nous allons relever les défis qui s'imposent à nous tous en tant que citoyens de ce beau pays. Et ce, malgré les soubresauts relevés ces derniers temps qui, du reste, sont inhérents à toute nouvelle expérience politique », a indiqué le chef de

l'Etat qui, à travers ses propos, a mis fin à une guéguerre qui ne dit pas son nom entre FCC et CACH. C'est pourquoi, pense-t-il, nous devons tous nous dépasser, transcender à tout moment nos divergences et évaluer régulièrement notre alliance pour des ajustements nécessaires, afin de réussir ensemble la vision que nous avons en partage, celle de bâtir un Congo fort, prospère et stable au cœur de l'Afrique.

C'est dans ce contexte d'une alternance politique réussie que le chef de l'Etat a, dans le compte de ses premières mesures, exigé le retour des exilés politiques et la libération des prisonniers politiques et d'opinion. Mesure qui a profité aujourd'hui à Moïse Katumbi, Franck Diongo, etc.

Dans son discours, le chef de l'Etat a rappelé que la désignation du Porte-parole de l'opposition est une question pleinement parlementaire. Car ce sont les Députés et Sénateurs, membres de l'opposition, qui sont appelés à désigner celui qui doit les représenter. C'est ici qu'il a invité les différents compatriotes concernés à mettre tout en œuvre pour que l'article 8 de la Constitution produise pleinement ses effets. Et nous aurons, en ce moment-là, un interlocuteur, mieux un contradicteur attiré.

Sur le plan militaire, retenons que malgré la persistance de tueries que nous déplorons en certains endroits du Grand Nord, le bilan de la grande offensive des Forces armées est tout aussi satisfaisant, depuis l'établissement de l'Etat-major avancé à Beni, où la quasi-totalité de sanctuaires des ADF MTM et des forces négatives ont été démantelés.



France : Félix Tshisekedi en tête-à-tête avec Emmanuel Macron à Paris

Le Président de la République, Felix Antoine Tshisekedi, a été reçu à l'Élysée ce lundi dans la soirée par son homologue français Emmanuel Macron.

Sur fond de la fanfare de la garde d'honneur, le Président Emmanuel Macron était ce lundi 11 novembre au soir au perron de l'Élysée pour accueillir son homologue congolais, Félix Tshisekedi. Les deux chefs d'État se sont chaleureusement salués. Le moment a été immortalisé par quelques clichés.

Le président Macron avait invité le chef de l'État congolais pour participer au Forum sur la paix dans le monde qui s'ouvre mardi 12 novembre à Paris en France.

Emmanuel Macron sait que Tshisekedi est à la tête d'un grand pays qui est entouré par 9 voisins. La position stratégique impose à la RDC de jouer les premiers rôles dans la région. Normal que Félix Tshisekedi soit parmi les hôtes les plus attendus de cette grande conférence internationale.

Cette première visite officielle du successeur de Joseph Kabila à Paris doit également permettre de « relancer » la coopération bilatérale, principalement dans les domaines de la sécurité, de la santé et de l'éducation.

Félix Tshisekedi parmi les têtes d'affiche du Forum sur la Paix

Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron, ainsi que la présidente désignée de la commission européenne, Ursula von der Leyen et le vice-président chinois Wang Qishan, donneront le coup d'envoi de cette deuxième édition du Forum, dont la création avait coïncidé en 2018 avec le Centenaire de la fin de la Grande guerre.

À l'Élysée toujours, le Président Macron a aussi reçu tous les autres chefs d'État et chefs de gouvernement à la veille de l'ouverture du forum de Paris sur la paix.

Une trentaine de chefs d'État et de gouvernement sont attendus mardi 12 novembre au Forum de Paris sur la Paix pour défendre le multilatéralisme face à la montée des « égoïsmes nationaux » dans un monde de plus en plus fracturé.

Le président Félix Tshisekedi, multiplie les voyages à l'étranger pour sortir son immense pays de l'isolement, au nom de son développement et de la stabilité en Afrique centrale. Ainsi, après son escale de Paris, le chef de l'État s'envolera pour Berlin. Au pays de Goethe, l'agenda du président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo prévoit un tête-à-tête avec la chancelière allemande Angela Merkel.

Source : Radio Okapi / MCP, via mediacongo.net



RDC : La France va soutenir la gratuité de l'enseignement primaire, Emmanuel Macron attendu à Kinshasa en 2020

Emmanuel Macron a annoncé mardi qu'elle apportera son appui au projet de la gratuité de l'enseignement primaire en RDC. Il a évoqué un financement de 15 millions d'euro.

« Je souhaite que nous puissions accompagner le Président dans les projets de grandes ambitions qu'il a lancés. En matière éducative, nous allons investir au moins 15 millions d'Euros pour accompagner ce formidable projet de la gratuité de l'éducation et en particulier, nous allons nous engager sur la formation des maîtres, qui est un sujet auquel je tiens beaucoup. Nous allons engager, à côté de ce partenariat bilatéral, le partenariat mondial pour l'éducation », a-t-il déclaré en marge du forum de Paris sur la paix.

Plusieurs autres projets ont été également évoqués entre Félix Tshisekedi et Emmanuel Macron.

« En matière de santé, vous savez que la France a été présente à travers la mission contre Ebola. Nous déploierons cette feuille de route dans les prochains mois à la fois d'urgence et de coopération, mais aussi de stabilisation du système de santé », a-t-il ajouté.

Il a également évoqué la coopération dans plusieurs secteurs comme l'agriculture, l'énergie, l'environnement, le numérique, etc. Emmanuel Macron a également accepté l'invitation de Félix Tshisekedi. Il sera à Kinshasa dès 2020, a-t-il rassuré. Pour sa part, le président congolais qui a exprimé sa volonté de raffermir ses liens avec la France se rendra à nouveau à Paris en juin prochain pour le sommet Afrique-France.

Source : actualite.cd





GLENCCORE

RDC : Glencore réfute les accusations de travail d'enfants dans ses mines

La société minière Glencore se décharge de toutes les accusations de la plainte déposée le 15 décembre aux États-Unis d'Amérique par l'ONG International Rights Advocates (IRADVOCATS) devant un tribunal américain portant sur le travail des enfants dans les mines en République démocratique du Congo.

“Glencore n'achète, ne traite et ne négocie aucun cobalt ou cuivre extrait de façon artisanale”, note Glencore dans son communiqué de presse daté du 17 décembre 2019.

Dans sa plainte, IRADVOCATS cite un certain nombre de concessions ayant été le théâtre d'accidents avec des blessés ou des morts, dont certains sont, à tort selon l'entreprise, présentées comme contrôlées et exploitées par KCC, une filiale de Glencore.

Citant les mines de Lac Malo et de Kamilombo, le Groupe installé à Baar en Suisse note que “ces concessions ne sont pas la propriété de KCC”.





Renouvellement du mandat de la MONUSCO : la France va déboursier 300 millions d'euros en faveur de la RDC

Dans le cadre du renouvellement du mandat de la MONUSCO, la France annonce son intention de déboursier 300 millions d'euros sur trois ans en faveur de la RDC. Porte-plume de cette nouvelle feuille de route de la mission onusienne, la délégation française note que « la RDC aura besoin de l'aide de tous ses partenaires pour mettre en œuvre les réformes nécessaires à une stabilisation du pays, notamment celles des secteurs de la justice et de la sécurité, mais aussi le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration et l'appui aux programmes de développement porté par le Président Tshisekedi ».

Contexte

Pour rappel, à l'unanimité de ses membres, le Conseil de sécurité des nations unies a adopté ce vendredi la résolution 2502 par laquelle il proroge jusqu'au 20 décembre 2020, le mandat de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) et, à « titre exceptionnel », celui de sa brigade d'intervention. Ainsi, MONUSCO maintiendra un effectif maximum autorisé de 14 000 militaires, 660 observateurs militaires et officiers d'état-major, 591 policiers et 1 050 membres d'unités de police constituées. Le Conseil approuve le déploiement, à titre temporaire, de 360 membres supplémentaires d'unités de police constituées, en remplacement du personnel militaire.

Il a rappelé que les deux priorités stratégiques de la mission sont d'assurer la protection des civils et d'appuyer la stabilisation et le renforcement des institutions de l'État en RDC. En clair, la nouvelle feuille de route insiste sur la protection des civils en réduisant le nombre de militaires et en augmentant celui de policiers. Ce mandat est également politique: « l'appui à la stabilisation et au renforcement des institutions de la République ainsi qu'aux principales réformes de gouvernance et de sécurité ».

Source : actualite.cd



Les bureaux de la CCIFC seront fermés du samedi 24 décembre 2019 au dimanche 03 janvier 2020.

**La Chambre de Commerce et d'Industrie Franco-Congolaise
vous souhaite de très belles fêtes de fin d'année !!**